

LE CAPITAL N'A PAS DE PATRIE...

Non seulement le capital n'a pas de patrie et est international, mais il n'est patriote que de façade et fréquemment anti-patriotique quand on découvre le fond de certaines choses.

Le capital n'a qu'une raison d'être: s'augmenter. Si cela va avec les intérêts de la patrie, tant mieux; si cela va contre les intérêts du pays, c'est encore tant mieux.

Les grandes sociétés françaises sont aidées par l'argent étranger. Le Capital français est placé, en partie, à l'extérieur. Les puissantes firmes contiennent des apports de plusieurs pays.

Le Capital est comme le liquide de l'océan, il ne peut être confiné dans les eaux territoriales.

Les scandales financiers, la guerre, les archives impériales russes, et d'autres faits ont démontré suffisamment que le capital et ses profiteurs ne tenaient jamais compte de la légalité, de la moralité, de la patrie, ni des grands principes en honneur dans la société actuelle.

En ce moment, nous assistons à une opération de grande envergure entreprise en accord par les magnats de deux pays dont la rivalité historique, dit-on, se perd dans la nuit des temps et doit se continuer jusqu'à la consommation des siècles.

Ce n'est pas que l'affaire soit nouvelle. Il y a longtemps que nos Loucheur, nos Wendel, nos Lubersac et autres, cherchent à s'entendre avec les Stinnes, les Krupp et autres exploiters du prolétariat allemand.

Et voici que sous une forme nouvelle, mais dont le fond est toujours le même, la «*participation*» franco-allemande est posée brutalement. L'affaire est conduite aussi vigoureusement que simultanément par les deux parties intéressées.

La semaine dernière, alors que le député Paul Reynaud proposait à la Chambre, au grand ahurissement du *Bloc national*, la participation française à l'industrie allemande, le grand industriel allemand Rechberg se trouvait à Paris pour défendre le même point de vue devant nos «*hautes personnalités*» politiques et militaires.

Alors, si les nécessités économiques obligent les nations «*rivales et ennemies*» à s'entendre, à travailler ensemble, pourquoi cette guerre ruineuse de quatre années, pourquoi cette occupation désastreuse de la Ruhr, pourquoi cette après-guerre catastrophique?

Or, MM. Reynaud et Rechberg proposent aux capitalistes français, pour résoudre le problème des réparations, d'augmenter le capital des entreprises allemandes par de nouvelles émissions qui rapporteraient théoriquement 25%. D'après les experts, cette combinaison produirait annuellement 130 millions de marks-or pour la France, soit le dixième de sa créance fixée par le droit du plus fort à Versailles.

Voilà de quoi faire hurler nos nationalistes intégraux! Il peut sembler étonnant, à première vue, qu'un patriote patenté comme le parlementaire français Reynaud, se trouve d'accord avec le patron allemand Rechberg pour accepter une réduction aussi considérable de la prétendue créance de la France.

Sans doute, pour sa décharge, M. Reynaud pense-t-il qu'il serait difficile de demander davantage à un débiteur insolvable. Et un petit peu vaut mieux que rien du tout.

Cependant, il est difficile de retenir cette déduction simpliste. Nous assistons, une fois de plus, au détroussement du pays. La «*créance nationale*» est sacrifiée au bénéfice de quelques requins, dans la proportion de 90%. Cette intrigue financière et capitaliste est naturellement enveloppée de patriotisme. On la masque avec le contrôle français de l'industrie allemande et un plan de réparation.

En réalité, nous assistons à la formation d'un trust franco-allemand qui veut d'abord régenter toute la production de l'Europe occidentale et ensuite tout le continent.

Nous avons déjà dit ce que nous pensons du traité de Versailles et des réparations. Pour nous, les responsables de la guerre sont les dirigeants de tous les pays belligérants. Ce sont eux, et eux seuls, qui devraient être solidaires pour payer les réparations.

La classe ouvrière allemande ne doit rien au prolétariat français. Au contraire, c'est nous qui devons de la solidarité à nos malheureux frères d'outre-Rhin. Plus que nous, ils supportent le fardeau de la guerre et de ses conséquences.

En dénonçant le véritable caractère du projet Reynaud-Rechberg comme une menace de redoublement de tyrannie et de misère pour les producteurs des deux pays, n'oublions pas de resserrer les liens de solidarité internationale.

Les politiciens de toutes sortes, les uns par la frousse, les autres par le bluff, ont empêché toute action internationale jusqu'à maintenant. Devant l'internationale capitaliste qui se montre pour défendre et consolider ses privilèges, il faut dresser une *Internationale ouvrière*, une *Internationale de classe* qui soit capable de liquider le vieux monde.

Benoît BROUTCHOUX.
